



market monitor

Focus sur les performances et les perspectives
du secteur agroalimentaire



Clause limitative de responsabilité Atradius 2015

Ce rapport est fourni uniquement à des fins d'information et n'est pas conçu comme recommandation visant des transactions particulières, des investissements ou autres stratégies quelconques à l'intention des lecteurs. Ces derniers doivent à cet égard prendre leurs propres décisions de manière indépendante, qu'elles soient de nature commerciale ou autre. Si nous avons veillé soigneusement à nous assurer que les informations contenues dans le présent rapport ont été obtenues de sources fiables, Atradius n'est toutefois pas responsable d'éventuelles erreurs ou omissions, ou des résultats obtenus par l'utilisation de ces informations. Tous les renseignements contenus dans le présent rapport sont donnés « tels quels », sans garantie quant à leur exhaustivité, leur précision, leur degré d'actualité ou les résultats obtenus à partir de leur utilisation, et sans garantie d'aucune sorte, expresse ou implicite. En aucun cas, Atradius, ses partenaires ou sociétés apparentées, agents ou employés, ne pourront être tenus responsables envers les lecteurs ou toute autre personne pour toute décision ou mesure prise sur la foi des informations contenues dans ce rapport, ou pour tous dommages indirects, particuliers ou similaires, même si ces personnes ont été avisées de l'éventualité de tels préjudices.

Dans ce numéro...

Introduction	Une situation en demi-teinte	4
Rapport complet		
Belgique	Les coûts élevés de la main d'œuvre et de l'énergie mettent les marges sous pression.....	5
France	Les sous-secteurs de la viande et des produits laitiers n'ont pas encore résolu leurs difficultés.....	7
Allemagne	Recul des ventes en 2015.....	9
Pays-Bas	Nouvelle hausse de la croissance des exportations attendues en 2016	11
Performance du marché en bref		
Italie	L'année 2015 est marquée par un modeste rebond.....	13
Pologne	Le pays a géré efficacement l'embargo russe sur les produits alimentaires.....	14
Performance du marché en un coup d'œil		
	Hongrie, Irlande, Russie, Espagne, Royaume-Uni, États-Unis.....	15
Vue d'ensemble	Les performances sectorielles par pays.....	18
Performances sectorielles	Les changements depuis octobre 2015.....	20

Dans les pages suivantes, nous indiquons les perspectives générales pour chaque marché et secteur décrits en utilisant des symboles météorologiques



Excellent



Bon



Correct



Sombre



Mauvais



Une situation en demi-teinte

Sur de nombreux marchés, les exportations jouent à l'évidence un rôle essentiel pour la rentabilité du secteur agroalimentaire. En effet, elles compensent parfois les résultats moins brillants des marchés domestiques, où l'on constate une tendance générale au renforcement du pouvoir de négociation des grands distributeurs et discounters, ce qui rend de plus en plus difficile la vie de leurs fournisseurs dont les marges stagnent à un niveau très bas, voire se rétrécissent.

Du moins la baisse des prix des matières premières apporte-t-elle un certain soulagement aux producteurs et transformateurs de denrées alimentaires depuis 2014. Mais sur le marché de l'UE, la concurrence est de plus en plus vive entre les sociétés agroalimentaires européennes: l'efficacité et la maîtrise des coûts de production sont les facteurs clés du maintien d'un avantage concurrentiel.

L'embargo décrété par la Russie sur les importations agroalimentaires en provenance de l'UE affecte surtout certains sous-secteurs, notamment les produits laitiers et les fruits et légumes. S'il nuit considérablement aux importateurs russes de produits alimentaires, à ce jour il n'a pas eu de répercussions importantes sur les entreprises agroalimentaires européennes, ni conduit à une hausse notable des retards de paiement et des faillites. Dans de nombreux cas en effet, les opérateurs ont été en mesure de trouver des marchés d'exportation de remplacement.

Dans l'ensemble, le secteur agroalimentaire affiche pour le moment des performances satisfaisantes, une situation relativement stable en termes de risque de crédit, et de bonnes performances commerciales dans de nombreux pays. Toutefois, vu l'étroitesse des marges de nombreuses entreprises, le secteur agroalimentaire reste vulnérable aux risques baissiers, tels que la volatilité des prix des matières premières, un ralentissement économique soudain ou des problèmes sanitaires.

Belgique

- Forte croissance des exportations de produits alimentaires
- Les coûts élevés de la main-d'œuvre et de l'énergie mettent les marges sous pression
- Notre politique de couverture reste prudente



Vue d'ensemble

Evaluation des risques	forte amélioration	amélioration	stable	détérioration	forte détérioration
Evolution des impayés au cours des 6 derniers mois			✓		
Augmentation des impayés au cours des 6 prochains mois			✓		
Evolution des faillites au cours des 6 derniers mois		✓			
Augmentation des faillites au cours des 6 prochains mois			✓		
Conditions de financement	très élevé	élevé	moyen	faible	très faible
Dépendance à l'égard des financements bancaires		✓			
Endettement global du secteur		✓			
Volonté des banques d'accorder des crédits à ce secteur			✓		
Conditions commerciales	forte amélioration	amélioration	stable	détérioration	forte détérioration
Marges bénéficiaires: tendance générale au cours des 12 derniers mois				✓	
Situation générale de la demande (ventes)			✓		

Source: Atradius

En 2014, le secteur agroalimentaire belge a enregistré une modeste croissance de 0,3% de son chiffre d'affaires, qui s'est élevé à 48,3 milliards d'euros. Les investissements des entreprises du secteur ont augmenté de 11,9%, atteignant le chiffre record de 1,3 milliard d'euros. En additionnant les emplois directs et indirects, le secteur agroalimentaire belge emploie 187.000 personnes et a accru sa part dans l'industrie manufacturière du pays, qui est passée à 17,7%.

Les exportations de produits alimentaires ont enregistré une augmentation de 2,1% en 2014, d'où une balance commerciale positive de 3,9 milliards d'euros, ce qui représente une hausse de 11,8%. Si la France, les Pays-Bas et l'Allemagne s'adjugent toujours la plus grosse part du total des exportations (57%), les livraisons aux marchés étrangers ont enregistré un bond specta-

culaire de 12,5%. De très fortes augmentations ont été enregistrées pour les exportations à destination des États-Unis (+17,4%), du Brésil (+31,9%) et de la Chine (+23,6%). Les sous-secteurs qui exportent le plus sont ceux de la viande, des produits laitiers, des fruits et légumes, des céréales et des boissons. Les normes de qualité et de sécurité, ainsi que l'innovation en termes de procédés et de produits, sont des arguments de vente déterminants. L'industrie agroalimentaire belge est également très novatrice en matière d'organisation et de marketing. Les exportations devraient encore augmenter en 2015, ce qui permettra une nouvelle hausse des emplois dans le secteur.

Toutefois le secteur agroalimentaire belge connaît des problèmes qui freinent ses performances: outre les prix élevés de l'énergie, qui affectent surtout les petites entreprises, les opérateurs ont



Belgique: Secteur des produits alimentaires et des boissons

	2014	2015 prév.	2016 prév.
Croissance du PIB (%)	1,1	1,3	1,7
Croissance de la valeur ajoutée du secteur (%)	0,3	1,5	1,2
Part du secteur dans l'économie nationale (%)	2,2		
Croissance moyenne du secteur au cours des 3 dernières années (%)	0,0		
Croissance moyenne du secteur au cours des 5 dernières années (%)	1,2		
Degré de vocation à l'exportation	élevé		
Degré de concurrence	élevé		

Source: IHS, Atradius

du mal à recruter du personnel spécialisé (par ex.: techniciens, opérateurs de machine). De plus, les coûts salariaux sont au moins 20% plus élevés qu'en France, en Allemagne et aux Pays-Bas, des pays qui comptent de redoutables concurrents. Ces facteurs ont eu une incidence négative sur les marges bénéficiaires de nombreuses entreprises agroalimentaires belges. Ceci étant dit, la récente augmentation des investissements devrait contribuer à améliorer la productivité du secteur et l'aider à faire face à la pression croissante des coûts élevés de la main-d'œuvre domestique et de l'énergie.

Depuis 2014, les entreprises agroalimentaires belges sont confrontées au déclin des prix des matières premières. Cela a des conséquences négatives pour les agriculteurs et les producteurs, mais crée des opportunités pour les entreprises qui transforment ces matières premières. Cependant, il est vital de se protéger contre la volatilité des prix afin d'atténuer le risque qu'elle fait peser sur des marges déjà réduites.

En ce qui concerne les défauts de paiement et les faillites, le secteur agroalimentaire a enregistré une légère embellie (84 cas de faillite de janvier à septembre 2015, contre 88 cas pendant la même période de 2014). Le niveau de retards de paiement et de faillites devrait rester stable dans les six prochains mois.

Malgré la croissance continue affichée par le secteur agroalimentaire, notre stratégie de couverture reste généralement prudente. Le sous-secteur de la viande souffre de la pression incessante sur les marges et d'une forte concurrence, tandis qu'une consolidation est en cours dans ce segment. Certains exportateurs de viande subissent le contrecoup de l'interdiction russe qui frappe les importations de denrées alimentaires et touche également le segment des fruits et légumes. L'abolition des quotas laitiers de l'UE a entraîné une diminution des prix du lait qui aura probablement une incidence négative sur les producteurs, mais un effet favorable pour les entreprises transformatrices.

Nous tenons compte des tendances saisonnières qui affectent la plupart des sous-secteurs agroalimentaires, et nous gérons l'exposition du crédit moyennant une couverture limitée dans le temps. Même si notre position reste généralement prudente, nous essayons toujours de trouver des moyens de maximiser la couverture en obtenant des informations supplémentaires, par exemple: un bon historique des paiements, ou une garantie offerte par une société affiliée solide.

Secteur agroalimentaire belge



Points Forts

Localisation au cœur de l'Europe occidentale

Produits de haute qualité/de niche

Force des exportations



Points Faibles

Handicap salarial

Coûts élevés de l'énergie

Pénurie de personnel technique spécialisé

Source: Atradius

France

- Les sous-secteurs de la viande et des produits laitiers sont toujours confrontés à des difficultés
- Les paiements accusent souvent des retards allant jusqu'à 15 jours
- Les coûts de production restent trop élevés



Vue d'ensemble

Evaluation des risques	forte amélioration	amélioration	stable	détérioration	forte détérioration
Evolution des impayés au cours des 6 derniers mois			✓		
Augmentation des impayés au cours des 6 prochains mois				✓	
Evolution des faillites au cours des 6 derniers mois			✓		
Augmentation des faillites au cours des 6 prochains mois				✓	
Conditions de financement	très élevé	élevé	moyen	faible	très faible
Dépendance à l'égard des financements bancaires			✓		
Endettement global du secteur			✓		
Volonté des banques d'accorder des crédits à ce secteur		✓			
Conditions commerciales	forte amélioration	amélioration	stable	détérioration	forte détérioration
Marges bénéficiaires: tendance générale au cours des 12 derniers mois			✓		
Situation générale de la demande (ventes)			✓		

Source: Atradius

D'après l'Association nationale des industries alimentaires (ANIA), le chiffre d'affaires de l'industrie agroalimentaire française a diminué de 1,8% en 2014, à 157,6 milliards d'euros, tandis que la production déclinait de 0,5% en volume et de 1% en valeur. La stagnation persistante de l'économie française ne laisse pour le moment pas de place à une reprise vigoureuse des dépenses de consommation, ce qui affecte négativement les marges des producteurs de denrées alimentaires. Si ces derniers ont pu temporairement reconstituer leurs marges grâce à la baisse des prix des matières premières (notamment du blé, du lait et des légumes) en 2014 et au premier semestre 2015, cet effet a été atténué par la concurrence acharnée par les prix qui règne dans le segment français de la vente au détail et par les mécanismes contractuels d'ajustement des prix. Le processus de concentration en cours dans les chaînes de distribution a affaibli davantage encore le pouvoir de

négociation des opérateurs agroalimentaires, qui doivent rivaliser avec d'autres entreprises européennes du secteur en termes de baisse des coûts de production. Or les entreprises françaises du secteur sont aux prises avec des coûts de production en hausse et des marges brutes qui se rétrécissent depuis plusieurs années, ce qui freine les investissements des entreprises, donc leur compétitivité à l'international.

Selon le ministère français de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (AGRESTE), la production alimentaire (boissons comprises) a rebondi de 1% au 2e trimestre 2015. Le secteur a bénéficié de la chute des prix des matières premières et d'un euro plus faible, ce qui a donné un coup de pouce à la compétitivité à l'étranger. Au premier semestre 2015, la balance commerciale agroalimentaire est restée positive.

France: Secteur des produits alimentaires et des boissons

	2014	2015 prév.	2016 prév.
Croissance du PIB (%)	0,2	1,1	1,3
Croissance de la valeur ajoutée du secteur (%)	0,0	0,5	1,2
Part du secteur dans l'économie nationale (%)	2,4		
Croissance moyenne du secteur au cours des 3 dernières années (%)	-0,9		
Croissance moyenne du secteur au cours des 5 dernières années (%)	0,4		
Degré de vocation à l'exportation	élevé		
Degré de concurrence	élevé		

Source: IHS, Atradius

Les paiements dans le secteur agroalimentaire français accusent généralement des retards allant jusqu'à 15 jours en moyenne. Une légère augmentation des notifications de non-paiement ne peut être exclue dans les prochains mois, car certaines entreprises du secteur pourraient avoir des difficultés à obtenir l'appui de leur banque. En effet, les entreprises agroalimentaires françaises sont souvent très dépendantes du financement bancaire et nombreuses sont celles qui sont fortement endettées à court terme pour financer leurs besoins en fonds de roulement.

Au premier semestre 2015, les faillites d'entreprises agroalimentaires ont augmenté de 0,9%, cette hausse étant imputable principalement au segment de la boulangerie. Si l'on excluait ce segment, le taux de faillite du secteur enregistrerait une amélioration. Au 3e trimestre 2015, les faillites dans l'agroalimentaire affichent une légère diminution de 0,8%. Ce résultat est en contraste avec la tendance générale des faillites d'entreprises en France, qui devraient augmenter de 4% en 2015. Toutefois, vu les difficultés que rencontrent les sous-secteurs des produits laitiers et de la viande, une augmentation des faillites dans les six prochains mois n'est pas à exclure.

Produits laitiers

Avec 17% du total des ventes de produits alimentaires, les produits laitiers constituent la deuxième plus importante industrie alimentaire française. Les prix internationaux de la poudre de lait et du beurre sont déjà en baisse depuis plusieurs mois et cette tendance s'est accélérée en 2015 à cause du fléchissement des importations chinoises et de l'embargo russe. Si cette baisse a été profitable pour les producteurs de fromage, les exportations de poudre de lait ont gravement souffert de cette tendance. Certains grands opérateurs avaient réalisé des investissements considérables en capacités de production avant la baisse de la demande chinoise. Certaines de ces entreprises pourraient donc connaître des difficultés de trésorerie et de remboursement de dettes si cette faiblesse de la demande devait persister.

Viande

Avec une part de 20% des ventes et 26% des employés, la viande est le sous-secteur le plus important de l'agroalimentaire français. L'industrie française de la viande est composée surtout de petites entreprises et même les grands groupes français sont de taille modeste par rapport à leurs concurrents étrangers. D'après l'AGRESTE, la production de viande a diminué de 2% au 2e trimestre 2015, principalement à cause du déclin des prix, après une augmentation de 1% au 1er trimestre. La pression accrue sur les prix de la viande, surtout de porc, a même conduit à des situations tendues et des conflits aigus avec les producteurs bretons.

Fruits et légumes

La pression sur les prix de vente, une chute de la consommation cet été et l'impact de l'embargo russe ont entraîné une diminution des prix des fruits et légumes. Selon l'AGRESTE, la production de fruits transformés a augmenté de 2,7% au 2e trimestre 2015, contre une augmentation de 4,1% au 1er trimestre.

Boissons

L'industrie des boissons, qui représente 16% du total des ventes de produits alimentaires, exporte environ 30% de sa production. Celle-ci a augmenté de 3,5% en 2014 (hors production vinicole). Aux 1er et 2e trimestres 2015, la production, favorisée par la douceur du printemps, a encore augmenté, de 1,7% et 3,7% respectivement. La balance commerciale est restée positive et continue à s'améliorer, grâce à la hausse des exportations de vin et de champagne. Notre politique de couverture de ce secteur reste généralement souple, mais nous surveillons de près certains sous-secteurs, notamment la viande et les produits laitiers, à cause de leurs conditions de marché délicates. Nous essayons autant que possible de satisfaire les demandes de nos clients et si notre évaluation de l'acheteur ou du sous-secteur est particulièrement positive, nous encourageons le client à augmenter son crédit.

Secteur agroalimentaire français



Points Forts

Cinquième plus gros exportateur mondial de produits alimentaires

Secteur très réputé pour l'excellente qualité de ses produits

Résilience tout au long de la crise économique / industrie non cyclique



Points Faibles

Certains sous-secteurs sont trop fragmentés

Rétrécissement des marges et insuffisance des investissements

Les coûts élevés de la main-d'œuvre et les règles françaises strictes en matière d'hygiène pèsent sur la compétitivité internationale du secteur

Source: Atradius

Allemagne

- Recul des ventes en 2015
- Augmentation des faillites attendue à long terme
- Les nombreux cas de fraude restent une préoccupation



Vue d'ensemble

Evaluation des risques	forte amélioration	amélioration	stable	détérioration	forte détérioration
Evolution des impayés au cours des 6 derniers mois			✓		
Augmentation des impayés au cours des 6 prochains mois			✓		
Evolution des faillites au cours des 6 derniers mois			✓		
Augmentation des faillites au cours des 6 prochains mois			✓		
Conditions de financement	très élevé	élevé	moyen	faible	très faible
Dépendance à l'égard des financements bancaires		✓			
Endettement global du secteur		✓			
Volonté des banques d'accorder des crédits à ce secteur		✓			
Conditions commerciales	forte amélioration	amélioration	stable	détérioration	forte détérioration
Marges bénéficiaires: tendance générale au cours des 12 derniers mois				✓	
Situation générale de la demande (ventes)			✓		

Source: Atradius

Selon l'association de l'industrie agroalimentaire allemande BVE, le chiffre d'affaires nominal a diminué de 1,7% en 2014, à 172,2 milliards d'euros. Ce déclin a été suivi d'une autre baisse de 4,4% au premier semestre 2015, à 81,9 milliards d'euros. Tandis que les ventes domestiques diminuaient de 6,5% pour s'établir à 55,8 milliards d'euros, les ventes à l'exportation enregistraient une modeste croissance de 0,5%, à 26,1 millions d'euros. Les ventes réelles (domestiques et exportations) ont diminué de 2,1%.

Malgré le recul des ventes, les entreprises du secteur restent correctement capitalisées, mais les grands groupes et les entreprises productrices disposent souvent de fonds propres plus importants que les grossistes et les détaillants. En termes de solvabilité et de liquidités, les grandes sociétés sont généralement mieux financées que les petites entreprises. La toute-puissance des grands détaillants et des discounters sur le marché, la concurrence acharnée et les guerres de prix qui font rage dans le secteur de la distribution signifient que les producteurs, les

transformateurs et les fournisseurs de produits alimentaires ont des difficultés à répercuter les coûts. Il s'ensuit que leurs marges bénéficiaires déclinent depuis plusieurs années, et cette tendance continue. Ces dernières années, les discounters alimentaires, en particulier, ont changé leur modèle d'approvisionnement en réduisant le nombre de leurs fournisseurs pour se concentrer sur un nombre restreint de grands fournisseurs.

Néanmoins, malgré les problèmes que connaît l'agroalimentaire, de nombreuses entreprises de tous les sous-secteurs sont prospères. L'industrie agroalimentaire est un secteur non cyclique, donc moins volatile que d'autres. En outre, les exportations du secteur ont quasiment doublé depuis le milieu des années 90, offrant des opportunités d'affaires à l'étranger. Cependant, les efforts des entreprises fortement axées sur l'exportation pour trouver d'autres destinations ou pour augmenter leurs ventes vers d'autres marchés étrangers à la suite de l'embargo russe sur les produits alimentaires n'ont eu à ce jour qu'un succès limité.

Allemagne: Secteur des produits alimentaires et des boissons

	2014	2015 prév.	2016 prév.
Croissance du PIB (%)	1,6	1,7	2,1
Croissance de la valeur ajoutée du secteur (%)	0,1	-0,5	1,4
Part du secteur dans l'économie nationale (%)	1,5		
Croissance moyenne du secteur au cours des 3 dernières années (%)	0,0		
Croissance moyenne du secteur au cours des 5 dernières années (%)	1,5		
Degré de vocation à l'exportation	élevé		
Degré de concurrence	élevé		

Source: IHS, Atradius

Viande/produits carnés

La viande et les produits à base de viande sont de loin le sous-secteur le plus important. Celui-ci est contrôlé par quelques grands opérateurs de la transformation de la viande qui ont créé ces dernières années des groupes entièrement intégrés verticalement. L'augmentation de la demande mondiale de viande a offert des opportunités d'affaires à l'industrie allemande de la viande et donné un coup de pouce aux marges bénéficiaires des entreprises fortement exportatrices. Cependant, les surcapacités qui caractérisent le secteur allemand de la viande et de la transformation de la viande ont pour conséquence que les fournisseurs de produits non essentiels et ceux qui n'exportent pas sont en danger de se retrouver, à plus ou moins brève échéance, exclus du marché.

Lait et produits laitiers

Après une évolution favorable en 2013 et jusqu'au début de 2014, attribuable aux prix élevés du lait et à l'accroissement des volumes, les producteurs de lait ont pâti d'une baisse substantielle de ces prix en 2015. Toutefois, en raison de ce problème et du fait qu'ils avaient été pénalisés pour avoir dépassé les quotas laitiers de l'UE avant l'abolition de ceux-ci en avril 2015, l'UE leur a octroyé des subventions spéciales.

Fruits et légumes

En raison du léger déclin des prix du marché imputable aux volumes d'offre plus importants (et également à cause de l'embar-go alimentaire russe), la valeur des ventes augmente moins que leurs volumes. Il s'ensuit que les marges bénéficiaires continuent à diminuer.

Boissons

Malgré la baisse des coûts des matières premières (céréales et sucre), les prix de vente dans l'industrie allemande des boissons (bières, eaux minérales, boissons non alcoolisées, etc.) restent sous pression du fait d'une moindre consommation, d'une plus grande sensibilité des consommateurs aux prix, des surcapacités et des ventes à prix discount. Le secteur allemand de la bière connaît actuellement une concentration et une consolida-

tion continues, ainsi qu'un changement de comportement des consommateurs. Le nombre de brasseries s'avère encore trop élevé et nombre de celles-ci sont trop petites pour être compétitives. Pour essayer d'inverser la tendance générale au déclin des ventes de bière, de nombreuses brasseries allemandes ont commencé à offrir des boissons innovantes faiblement alcoolisées à base de bière et des bières artisanales, qui sont, et resteront probablement des produits de niche dont la part de marché restera modeste. Les marges bénéficiaires de ce segment continuent à se rétrécir. En général, les producteurs et grossistes agroalimentaires paient à 30 jours en moyenne, tandis que les conditions de paiement des distributeurs varient souvent de 45 à 90 jours, voire plus. Nous n'avons constaté aucune augmentation des notifications de non-paiement au cours des derniers mois, et cette situation devrait perdurer. Comme les entreprises de transformation alimentaire et les détaillants exigent de leurs fournisseurs des délais de paiement plus longs pour améliorer leurs fonds de roulement, une vague d'allongement des délais est en train de se propager tout le long de la chaîne d'approvisionnement. Les marges bénéficiaires, déjà faibles, sont en baisse. Grâce à une conjoncture économique qui reste bonne en Allemagne, les faillites dans le secteur agroalimentaire n'ont pas connu d'augmentation récemment. Toutefois, à moyen terme, le nombre de défauts pourrait augmenter, menaçant surtout les petits acheteurs et les plus faibles financièrement. Le secteur agroalimentaire étant encore robuste, notre stratégie de couverture reste généralement souple. Cependant, nous ne pouvons en principe couvrir des acheteurs qui opèrent depuis moins d'un an que s'ils sont liés à des entreprises ou à des groupes bien établis. S'il y a des signes indicateurs d'une dégradation des finances d'un acheteur, nous renforçons notre surveillance en demandant des états trimestriels et l'historique récent des paiements. Le secteur a connu un nombre considérable d'affaires de fraude; or celles-ci continuent à augmenter tout en devenant de plus en plus sophistiquées. Par conséquent, nous sommes particulièrement attentifs au nombre de limites de crédit qui sont demandées dans un bref laps de temps, notamment lorsque les acheteurs sont récemment établis et que la direction et/ou les actionnaires ont récemment changé ou que le secteur d'activité de l'acheteur n'est pas cohérent avec les marchandises commandées (par ex. une entreprise métallurgique commandant des produits alimentaires).

Secteur agroalimentaire allemand



Points Forts

Secteur non-cyclique

Exportations très rentables

Secteur très compétitif à l'échelle internationale



Points Faibles

Surcapacité partielle

Rétrécissement des marges

Prix très bas imputables à la force du secteur des discounters

Source: Atradius

Pays-Bas

- Nouvelle hausse de la croissance des exportations attendues en 2016
- Délais de paiement: 40 jours en moyenne
- Quelques difficultés dans le sous-secteur de la viande



Vue d'ensemble

Evaluation des risques	forte amélioration	amélioration	stable	détérioration	forte détérioration
Evolution des impayés au cours des 6 derniers mois			✓		
Augmentation des impayés au cours des 6 prochains mois			✓		
Evolution des faillites au cours des 6 derniers mois		✓			
Augmentation des faillites au cours des 6 prochains mois		✓			
Conditions de financement	très élevé	élevé	moyen	faible	très faible
Dépendance à l'égard des financements bancaires				✓	
Endettement global du secteur				✓	
Volonté des banques d'accorder des crédits à ce secteur		✓			
Conditions commerciales	forte amélioration	amélioration	stable	détérioration	forte détérioration
Marges bénéficiaires: tendance générale au cours des 12 derniers mois			✓		
Situation générale de la demande (ventes)		✓			

Source: Atradius

Les Pays-Bas sont l'un des plus grands exportateurs de produits agroalimentaires au monde. En 2014, les exportations ont atteint une valeur de 80,7 milliards d'euros et le secteur représentait 20% du total des exportations du pays (contre 18% en 2013). Plus d'un quart des exportations sont des réexportations: il s'agit de denrées alimentaires importées qui, après avoir subi une transformation mineure, sont à nouveau exportées.

Les exportations néerlandaises de produits agroalimentaires ont augmenté en 2015 et devraient continuer à croître en 2016 grâce à la faiblesse du taux de change de l'euro et à la demande accrue des marchés étrangers. Cela étant, l'embargo russe continue à affecter le secteur, en particulier le sous-secteur des fruits et légumes.

La demande en produits agroalimentaires néerlandais a tendance à augmenter et les marges bénéficiaires de la plupart des entreprises devraient rester stables. Il est relativement facile

d'obtenir un financement bancaire et les entreprises sont modérément endettées. La durée moyenne de paiement dans le secteur est de 40 jours, et le nombre de retards de paiement, de demandes d'allongements des délais et de faillites est faible par comparaison avec les autres secteurs économiques néerlandais. Conformément à la tendance générale constatée aux Pays-Bas, les faillites d'entreprises agroalimentaires ont baissé en 2015 et devraient continuer à diminuer dans les prochains mois.

Secteur domestique de la distribution

Les ventes des supermarchés ont augmenté de 1,7% en 2014, soit une hausse quasi similaire à celle de 2013. L'augmentation des recettes est à nouveau attribuable principalement à l'augmentation des volumes (+1,6%), les prix n'ayant augmenté que de 0,1%. Le chiffre d'affaires des autres distributeurs de produits alimentaires, boissons et tabac, également tiré par la croissance des volumes (+1,3%) a augmenté de 1,5% en 2014, tandis que les prix augmentaient de 0,2%. Si la part de la vente en ligne de pro-

Pays-Bas: Secteur des produits alimentaires et des boissons

	2014	2015 prév.	2016 prév.
Croissance du PIB (%)	1,0	2,1	1,7
Croissance de la valeur ajoutée du secteur (%)	3,4	0,3	1,8
Part du secteur dans l'économie nationale (%)	2,3		
Croissance moyenne du secteur au cours des 3 dernières années (%)	1,6		
Croissance moyenne du secteur au cours des 5 dernières années (%)	1,1		
Degré de vocation à l'exportation	élevé		
Degré de concurrence	élevé		

Source: IHS, Atradius

duits alimentaires reste encore modeste (0,7%, soit une valeur de 320 millions d'euros) ce segment a toutefois enregistré une croissance de 13,5% en 2014, une tendance qui devrait se poursuivre en 2015 et 2016.

La concurrence fait rage chez les grossistes fournissant le secteur de la restauration, d'où la forte pression qui pèse sur leurs marges, tandis que les petits hôtels et restaurateurs s'approvisionnent de plus en plus directement auprès des supermarchés où ils trouvent des prix plus avantageux. Ceci dit, notre politique de couverture du segment de la distribution reste souple.

Produits laitiers

Le secteur des produits laitiers est un segment important de l'industrie agroalimentaire néerlandaise. 65% de la production de lait est vendue à l'étranger, principalement en France, en Belgique et en Allemagne. La part des Pays-Bas dans le commerce mondial des produits laitiers s'élève à 5%. En dehors de l'UE, la Chine, le Nigeria et l'Arabie Saoudite sont actuellement les destinations d'exportation les plus importantes, suite à la chute de la demande de la Russie à partir d'août 2014. La production de fromage a décliné de 2,7% en 2014 en raison de l'embargo russe sur les importations. Malgré l'augmentation de l'offre de lait transformé en 2014, la baisse des prix des produits laitiers a entraîné l'an dernier une diminution de 1,5% de la valeur de la production néerlandaise, qui s'est établie à 7,2 milliards d'euros (-1,5%). L'accroissement de la production dans plusieurs États membres de l'UE a conduit à une offre excédentaire qui n'a pas pu être absorbée, la demande de la Chine ayant décliné et l'embargo russe étant toujours d'actualité. Toutefois, depuis août 2015 le marché connaît une relance et les prix remontent. La production de produits dérivés du lait devrait croître de 5% en 2015, grâce à l'abolition des quotas laitiers entrée en vigueur le 1er avril 2015.

Notre stratégie générale de couverture du sous-secteur des produits laitiers est devenue plus restrictive en 2015 en raison de la baisse des recettes, mais les perspectives restent modérément positives puisque les entreprises du secteur néerlandais de la

transformation du lait sont en général correctement financées et détiennent une forte position de marché. Cependant, nous surveillons plus étroitement les acheteurs qui ont prévu de réaliser des investissements importants et qui sont axés principalement sur le marché d'exportation chinois – actuellement en repli.

Fruits et légumes

La tendance actuelle à une moindre consommation énergétique et à la baisse des prix du gaz est particulièrement favorable au segment des légumes de serre. La baisse des coûts et l'amélioration des prix contribuent à soutenir les marges bénéficiaires. L'embargo russe sur les importations continue toutefois, cette année encore, d'affecter les exportations: les volumes totaux d'exportations ont diminué de 15% au premier semestre 2015. En 2014, les producteurs de fruits ont été confrontés à une chute des prix de 20% en moyenne, due à une excellente récolte. L'an dernier, ils ont également souffert d'une baisse considérable de leurs revenus, et la pression permanente contraint les opérateurs du secteur des fruits à chercher d'autres marchés. Cette année, l'important marché russe a également impacté les exportations de pommes qui ont chuté de 14% au premier semestre. Notre stratégie de couverture reste ouverte, car notre exposition concerne principalement des entreprises situées à l'extrémité de la chaîne de valeur. Les marges des grossistes en fruits et légumes sont généralement faibles, mais leur ratio coût/efficacité est élevé.

Viande

90% de la production néerlandaise de viande de porc est exportée en Europe, l'Allemagne représentant une part de 20%. La pression sur les marges est élevée et cette situation devrait perdurer dans les années à venir, car les consommateurs sont devenus plus attentifs à la qualité, le pouvoir des supermarchés de négocier les prix s'est renforcé et les surcapacités menacent le secteur. Nous avons constaté que les marges des entreprises axées sur l'amélioration du ratio coût/efficacité, l'innovation et la qualité se sont stabilisées à hauteur de 5 à 6%, tandis que les opérateurs moins attentifs à ces aspects ont vu les leurs décliner, à environ 1,5%. Notre politique de couverture des producteurs de viande reste généralement neutre.

Secteur agroalimentaire néerlandais



Points Forts

Infrastructures modernes

Production et commercialisation très efficaces



Points Faibles

Concurrence par les prix et concurrence étrangère.

Forte concurrence dans la distribution

Source: Atradius

Performances du marché en bref

Italie

- L'année 2015 est marquée par un modeste rebond
- Les difficultés s'aggravent pour le secteur de la viande
- Augmentation du risque de faillite pour les petits distributeurs de produits alimentaires



Le secteur agroalimentaire est l'un des plus importants d'Italie: il emploie environ 385.000 personnes et son chiffre d'affaires total s'est élevé à plus de 132 milliards d'euros en 2014. Après avoir souffert pendant plusieurs années du déclin de l'économie domestique, l'industrie agroalimentaire a bénéficié de la baisse des prix des matières premières et de l'énergie et ses performances se sont stabilisées en 2014. En 2015, une modeste hausse de la production (+1,1%) et du chiffre d'affaires (+0,3%) est attendue, attribuable principalement à la croissance des exportations (+6%). Le secteur a pu compenser les pertes causées par l'embargo russe sur les importations par des exportations plus importantes vers les États-Unis et l'UE.

Les marges ont diminué en 2015, mais devraient rester stables en 2016. Un statu quo est également prévu l'année prochaine en matière de retards de paiement et de faillites.

En 2015, la production laitière s'est affichée en hausse en valeur absolue, mais pas suffisamment pour compenser la baisse des prix du lait, ce qui a pesé sur les marges des entreprises. La demande plus faible de la Chine et l'embargo russe sur les produits alimentaires ont renforcé cette pression. En revanche, les exportations de produits laitiers italiens vers les États-Unis, le Japon, les Émirats Arabes Unis et la Corée du Sud ont augmenté. Toutefois, à moins que les prix du lait ne repartent à la hausse, les perspectives pour 2016 restent moroses. Les segments du beurre et de la poudre de lait enregistrent à nouveau les meilleures performances de ce sous-secteur.

Quant aux céréales, les prix des matières premières ont été bas dans l'ensemble, sauf les prix du blé, qui sont restés volatiles après le pic de fin 2014/ début 2015. Par ailleurs, le prix du blé a eu une incidence négative sur les marges des minoteries. Les segments des pâtes alimentaires et de la boulangerie ont bénéficié de la solide réputation du «Made in Italy» à l'étranger: les exportations ont augmenté tandis que les performances domestiques restaient neutres. Les prévisions restent positives, avec une croissance qui devrait être au rendez-vous aux États-Unis, et l'ouverture de nouvelles opportunités de marché en Asie.

La consommation de viande dans le pays est restée inférieure à la moyenne de l'UE. Le secteur de la viande bovine se ressent d'un changement des habitudes alimentaires en faveur d'une plus grande consommation de viande blanche. À l'exception de la viande bovine, le secteur a tiré profit du moindre coût des aliments pour animaux qui a permis aux marges de retrouver un

peu de couleur. S'il est trop tôt pour évaluer les effets des récents avertissements de l'OMS sur les conséquences néfastes des viandes transformées sur la santé, les consommateurs italiens ont déjà réagi en réduisant leur consommation de viande. Nous surveillons ce sous-secteur plus étroitement que les autres du fait de ces différents problèmes et notre politique de couverture à son égard est plus restrictive.

Après avoir fléchi en 2014, le chiffre d'affaires de la distribution de produits alimentaires est reparti à la hausse en 2015. Cependant, cette croissance a été générée surtout par les grands distributeurs, les petits détaillants continuant à voir leurs ventes décliner. Les grands distributeurs sont mieux capitalisés, ils disposent d'une plus forte puissance de marché, d'un niveau de liquidités raisonnable et d'un accès aisé au financement bancaire, alors que les détaillants petits et moyens sont confrontés à un risque plus élevé de défaillance.

Le secteur italien de la distribution qui reste extrêmement fragmenté, connaît une concurrence croissante, un endettement important et de fortes pressions sur les marges. Par comparaison avec les autres grands acteurs internationaux du secteur, même les plus gros opérateurs italiens sont de taille nettement plus petite. Le processus de concentration en cours dans le secteur italien de la distribution devrait s'accélérer en 2016.

Depuis octobre 2012, une nouvelle loi («l'article 62») fixe pour le secteur de l'agroalimentaire un délai de paiement maximum de 30 jours pour les denrées périssables et de 60 jours pour les denrées non périssables. Cette loi visait également à favoriser l'injection de liquidités dans la chaîne de valeur agroalimentaire italienne et devait contribuer à l'amélioration de sa compétitivité internationale. Mais à ce jour, ses effets sont encore limités. Très souvent, les liquidités supplémentaires ont été utilisées pour réduire les crédits bancaires à court terme, qui n'ont pas été remplacés par de nouveaux investissements. En outre, la conformité à la loi n'est pas suffisamment contrôlée. Nombreux sont les petits opérateurs qui ne respectent pas l'article 62, ce qui conduit à un allongement des conditions de paiement.

Pologne

- **Embargo russe: pas d'effets négatifs majeurs**
- **Délais de paiement: 45 jours en moyenne**
- **Les nouvelles taxes sur les banques et les supermarchés pourraient affecter le secteur**



Comme cela a été le cas en 2014, l'année 2015 se passe bien jusqu'à présent pour le secteur agroalimentaire polonais. Les producteurs de denrées alimentaires ont bénéficié d'une vigoureuse demande domestique – laquelle représente environ 70% des ventes – et d'une augmentation des exportations. Les entreprises ont prouvé qu'elles étaient capables de faire face à l'évolution des conditions du marché. Ainsi, l'embargo russe sur les produits alimentaires a, au départ, affecté les producteurs de pommes du segment polonais des fruits. Mais ceux-ci se sont immédiatement mis à la recherche de nouveaux marchés susceptibles de compenser la perte des exportations vers la Russie, ce qui leur a parfaitement réussi, puisqu'ils sont devenus les leaders mondiaux de la production de jus de pomme.

En 2015, les exportations polonaises de produits alimentaires devraient enregistrer un record historique d'environ 25 milliards d'euros (contre 21,3 milliards en 2014). La principale destination des exportations polonaises reste l'UE (surtout l'Allemagne et le Royaume-Uni), mais la part des expéditions vers l'Asie et l'Afrique augmente.

L'industrie polonaise de la viande continue à croître; cependant, une part importante des investissements dans ce sous-secteur est financée en externe, si bien que les entreprises sont fortement endettées. Le secteur polonais de la viande produit majoritairement du porc, mais cette production diminue en raison de la faiblesse des prix du porc et de la baisse de la rentabilité, en partie imputables à l'embargo alimentaire russe. Mais d'autre part, la production de volaille a doublé en dix ans, atteignant 2,2 millions de tonnes en 2014, et les résultats devraient encore augmenter en 2015. La Pologne est ainsi devenue l'un des plus grands producteurs de volaille de l'UE, cette production étant stimulée par l'accroissement de la demande domestique et la hausse des ventes à l'exportation.

Pour le secteur des produits laitiers, l'abolition des quotas laitiers de l'UE en avril 2015 s'est traduite par davantage de défis à court terme. Toutefois, à long terme les agriculteurs et les producteurs de lait polonais pourraient bénéficier de la levée des limites de production, en utilisant pleinement leurs capacités de production pour remplacer la part de marché russe qu'ils ont perdue.

Vu la fragmentation qui caractérise actuellement le secteur agroalimentaire polonais, la poursuite du processus de concentration et de consolidation est fort probable. Ce processus est d'ailleurs déjà en cours dans le segment de la transformation des aliments avec l'appui de fonds d'investissement; dans le segment des producteurs, en revanche, la consolidation ne fait que commencer.

Le défi qui attend prochainement les grandes chaînes de supermarchés (étrangères, pour la plupart) pourrait marquer un changement dans les politiques économiques: le parti polonais Droit et Justice, qui a remporté les élections législatives d'octobre 2015, a annoncé son intention d'introduire début 2016 une taxe extraordinaire sur les supermarchés afin de protéger les petites entreprises de distribution domestiques.

Des difficultés pourraient aussi découler de la taxe extraordinaire sur les actifs bancaires, également prévue. Celle-ci pourrait en effet avoir un effet négatif sur le financement externe des entreprises polonaises – surtout pour celles du secteur agroalimentaire où la dépendance à l'égard du financement bancaire et l'endettement global sont élevés.

En moyenne, les délais de paiements dans le secteur agroalimentaire sont toujours de 45 jours environ. Nous pensons que le nombre de retards de paiement et de faillites devrait rester stable, voire même diminuer légèrement, au cours des prochains mois.

Comme les conséquences prévues de l'embargo russe sont bien loin de s'être concrétisées, notre politique de couverture du secteur agroalimentaire polonais reste très souple. Toutefois, l'introduction prévue de la nouvelle taxe nous rend plus prudents à l'égard du segment de la distribution. Il en va de même pour les segments des abattoirs, de la transformation de la viande rouge, des élevages de porc et des produits laitiers, dont les marges bénéficiaires sont en déclin.

Performances du marché en un coup d'œil

Hongrie



- L'industrie des produits alimentaires et des boissons, l'un des secteurs majeurs de l'économie hongroise puisqu'il s'agit du deuxième employeur et du troisième producteur du secteur manufacturier, représente plus de 10% du total de la production industrielle en 2014. Les revenus des exportations de produits alimentaires contribuent de manière significative à l'excédent commercial global de la Hongrie.
- En 2014, les produits alimentaires et les boissons ont représenté 7,6% du total des exportations, ce pourcentage concernant principalement des fruits et légumes, des produits à base de viande et des produits laitiers. Plus de 90% de ces exportations étaient destinées aux pays de l'Union européenne. Au cours des 5 dernières années, le taux de croissance annuelle composé des exportations agroalimentaires a été de 10,7%, tandis que les ventes domestiques croissaient de 4,8%.
- Si la rentabilité des producteurs de denrées alimentaires a augmenté en 2014 et devrait rester stable, l'un des principaux problèmes auxquels est confronté le secteur est la pression fiscale élevée qui refroidit la consommation des ménages.
- La durée moyenne des paiements dans le secteur agroalimentaire hongrois est de 60 jours. Le nombre de paiements en retard, de non-paiements et de faillites est resté stable au cours des six derniers mois et ne devrait pas augmenter à court terme. Toutefois, le taux de faillite du secteur agroalimentaire est supérieur à la moyenne de l'industrie hongroise qui était de 2,7% en 2014. Ainsi, le taux de faillite des producteurs de denrées alimentaires et de boissons s'est élevé à 3,5% en 2014. Les faillites de grossistes en produits alimentaires ont augmenté de manière significative en 2014. L'endettement et la dépendance à l'égard du financement bancaire sont élevés dans le secteur agroalimentaire.
- Notre politique de couverture reste ouverte, car le chiffre d'affaires devrait encore augmenter et la rentabilité des entreprises reste satisfaisante.

Irlande



- Axé sur les exportations, le secteur agroalimentaire irlandais se félicite de la croissance de la demande de ses produits. Les entreprises bénéficient de la faiblesse du taux de change de l'euro (surtout contre la livre sterling britannique), principale explication de la hausse des marges de rentabilité; cette tendance favorable devrait persister dans les prochains mois, en particulier dans le sous-secteur de la viande. Au plan domestique, le secteur tire profit du rebond de l'économie irlandaise et de la confiance grandissante des consommateurs.
- Pour le sous-secteur irlandais des produits laitiers, la récente abolition des quotas laitiers de l'UE et la chute brutale des prix du lait se sont traduites par une baisse des marges de rentabilité à court terme et des retards dans les programmes de dépenses en capital. Cependant, à long terme la suppression des quotas devrait offrir aux entreprises laitières irlandaises de nouvelles opportunités d'affaires.
- Le secteur souffre encore de l'insuffisance des investissements qui a sévi pendant les années de récession. Les banques sont toujours frileuses s'agissant d'accorder des prêts aux entreprises du secteur, mais la situation est en voie d'amélioration.
- Le comportement de paiement dans le secteur a été très bon au cours des 12 derniers mois. Le nombre de paiements en retard, de non-paiements et de faillites est très faible et aucune détérioration de cette situation positive n'est prévue dans les prochains mois.
- Considérant l'environnement de risque généralement favorable et les bonnes perspectives économiques, nous continuons à appliquer une politique de couverture ouverte à l'égard des producteurs et distributeurs du secteur. Nous sommes un peu plus prudents vis-à-vis du segment des fruits et légumes, certaines entreprises affichant des marges très faibles et des expositions excédant leurs fonds propres.

Russie



- Outre le ralentissement économique et la dépréciation du rouble, les sanctions appliquées par la Russie aux importations de denrées alimentaires et de produits agricoles ont durement frappé le secteur agroalimentaire domestique, en particulier les sous-secteurs de la pêche, de la viande et des produits laitiers. Les prix des denrées alimentaires se sont envolés et la production locale s'est développée afin de compenser les produits d'importation manquants.
- Les marges de rentabilité de nombreuses entreprises se sont détériorées au cours des 12 derniers mois, une tendance négative qui devrait perdurer en 2016. Les entreprises agroalimentaires russes, qui sont généralement très endettées, sont confrontées à la hausse des coûts du financement externe. Parallèlement, si les banques accordent assez facilement des prêts aux distributeurs de produits alimentaires, elles sont plus réticentes à l'égard des grossistes et des segments liés aux importations.
- La durée moyenne des paiements dans le secteur agroalimentaire russe varie de 15 à 40 jours, en fonction des produits concernés. Le nombre de retards de paiement, de défauts de paiement et de faillites a fortement augmenté au cours des six derniers mois, cette aggravation concernant surtout les segments de l'importation et de la distribution de poisson, de viande et de produits laitiers. En glissement annuel, les cas de faillite devraient cesser d'augmenter, mais le nombre de défauts de paiement et de défaillances d'entreprises restera élevé.
- Cela étant, les grands détaillants domestiques de produits alimentaires ont poursuivi leur expansion et dans l'ensemble ils n'ont pas été affectés par l'embargo. Certaines grandes holdings agroalimentaires russes verticalement intégrées, profitant des opportunités offertes par la protection de l'État et bénéficiant des sanctions appliquées aux importations agroalimentaires en provenance de l'UE, ont enregistré de belles performances au cours des 18 derniers mois. Les consolidations se poursuivent sur le marché alimentaire russe, au fur et à mesure que les grandes chaînes nationales de distribution évincent les opérateurs et grossistes régionaux.
- Notre stratégie de couverture reste restrictive à l'égard des sous-secteurs de la viande, des produits laitiers et surtout des fruits et légumes. Toutefois, nous sommes plus souples pour certaines entreprises du segment de la distribution de produits alimentaires.

Espagne



- La production alimentaire de l'Espagne a augmenté de 3,8% en 2014, à 93 milliards d'euros. Cette croissance est attribuable principalement à la hausse des exportations (+5,9%), tandis que la demande domestique restait atone. Toutefois, cette dernière devrait s'améliorer en 2015, grâce à l'actuel rebond de l'économie.
- La persistance de la déflation des prix à la consommation en 2014 et 2015 a eu une incidence négative sur les marges des entreprises. La forte concurrence et les guerres des prix qui caractérisent le secteur agroalimentaire, surtout le segment de la distribution, ont affaibli les ratios de rentabilité. Les prix à la consommation se sont toutefois légèrement redressés dernièrement, ce qui pourrait conduire à une amélioration des marges bénéficiaires dans les prochains mois.
- L'intense guerre des prix qui fait rage dans le segment de la distribution a laissé certains opérateurs du secteur dans une situation difficile. Le secteur est toujours très fragmenté, mais un processus de concentration est en cours. Cela devrait permettre aux entreprises concernées de gagner en taille et de devenir plus compétitives tant au plan national qu'à l'étranger.
- Les entreprises agroalimentaires ont d'importants besoins en financement externe, et l'accès au crédit (tant en termes de fonds de roulement que de facilités à long terme) s'est encore amélioré. Les prêts bancaires aux entreprises agroalimentaires ont augmenté de plus de 17% de janvier à juillet 2015 par rapport à la même période de l'an dernier.
- La durée moyenne des paiements dans le secteur agroalimentaire espagnol est de 70 jours. Les notifications de non-paiement ont diminué ces dernières années et nous pensons que cette tendance positive va se poursuivre grâce à l'amélioration des perspectives: l'actuel rebond de l'économie espagnole et l'accès facilité aux prêts bancaires devraient favoriser une amélioration des performances des entreprises et, de ce fait, à une diminution des défauts de paiement et des faillites.
- La résilience du secteur agroalimentaire et la stabilité du comportement de paiement nous encourage à adopter à son égard une politique de couverture favorable. Toutefois, nous sommes prudents lorsqu'il s'agit de couvrir le sous-secteur des fruits et légumes, qui souffre depuis 2014 de surproduction et d'une baisse de ses exportations (due également à l'embargo alimentaire russe). Le nombre de faillites y est nettement supérieur à la moyenne du secteur agroalimentaire et nos perspectives restent négatives, car la tendance du comportement de paiement continue à être mauvaise et aucune amélioration n'est attendue à court terme.

Royaume-Uni



- Le secteur agroalimentaire britannique est confronté à un déclin des marges bénéficiaire dû à la combinaison de l'intensification de la guerre des prix dans le segment de la distribution, à la baisse générale des volumes de ventes (qui conduit à l'inefficacité opérationnelle des usines), à la hausse des salaires et aux coûts énergétiques élevés. Cela étant, la baisse des prix des matières premières apporte quelque soulagement à la chaîne d'approvisionnement, et les importateurs bénéficient de la force de la livre sterling contre l'euro.
- Les besoins en capitaux sont considérables dans le secteur agroalimentaire, car de nombreuses entreprises opèrent selon des cycles de crédit qui exigent un important financement en fonds de roulement. On observe une tendance générale à l'allongement des délais de paiement, d'où une extension du cycle de crédit qui conduit à son tour à des besoins supplémentaires de financement.
- La durée moyenne des paiements dans le secteur agroalimentaire britannique est de 45-60 jours. Le nombre de retards de paiement, de non-paiements et de faillites a augmenté au cours des six derniers mois, en raison de la pression accrue sur les marges des entreprises, et du fait que les grands opérateurs écrasent les conditions de paiement et les prix tout le long de la chaîne d'approvisionnement. La concurrence accrue en matière d'espace en rayons et les conditions contractuelles défavorables avec les distributeurs vont contribuer à l'augmentation des retards de paiement et des faillites dans les prochains mois. Les faillites d'entreprises agroalimentaires sont attendues en hausse d'environ 15% en 2015.
- Notre politique de couverture reste ouverte pour les entreprises agroalimentaires, mais elle s'accompagne d'une étroite surveillance de celles-ci. Nous sommes plus souples à l'égard des acheteurs qui bénéficient actuellement de la baisse des prix des matières premières et de la force de la livre sterling. Toutefois, en raison de leur volatilité, les prix des matières premières et les taux de change doivent faire l'objet d'un suivi attentif. Ainsi, la livre sterling forte a été favorable aux importateurs de fruits et légumes, mais parallèlement les pertes de contrat avec les distributeurs ont affecté négativement certaines entreprises de ce sous-secteur. Nous sommes généralement prudents à l'égard des petites entreprises agroalimentaires, car les banques rechignent davantage à octroyer du crédit aux PME.

États-Unis



- La situation du secteur agroalimentaire américain reste bonne en termes de demande, celle-ci étant même en hausse notamment dans le segment des produits bio et sains. Les entreprises agroalimentaires bénéficient de la baisse des coûts des matières premières, des emballages et du transport, même si certains de ces avantages doivent être largement répercutés sur le consommateur dans les segments les plus compétitifs. Les distributeurs, en particulier, constatent un léger relâchement de la pression sur leurs marges déjà étroites. Globalement, les profits et les marges des entreprises agroalimentaires devraient rester stables en 2016. Dans les secteurs de la distribution et de la vente au détail, la concurrence est très vive et les entreprises sont prêtes à pratiquer des prix inférieurs à ceux de leurs rivales pour gagner des parts de marché.
- De nombreuses entreprises agroalimentaires – en particulier des distributeurs – sont très fortement endettées mais soutenues par les marchés de capitaux étant donné la bonne tenue de leur trésorerie. Mais plus l'endettement est élevé et plus le financement coûte cher. L'industrie agroalimentaire est le théâtre de nombreuses fusions-acquisitions généralement soutenues par les banques, vu la conjoncture économique favorable. Les sociétés de capital-risque investissent massivement dans le marché agroalimentaire.
- La durée moyenne des paiements dans le secteur agroalimentaire américain est de 15-60 jours, en fonction du type de produits vendus (par ex. denrées périssables, ou marchandises emballées). Le nombre de non-paiements et de faillites est resté stable au cours des six derniers mois et ne devrait pas augmenter à court terme. L'actuelle vague de fusions-acquisitions signifie que de nombreuses entreprises sont achetées et vendues, d'où un moindre nombre de faillites et davantage d'efficacité grâce aux synergies accrues.
- Considérant l'environnement de risque de crédit généralement favorable et les bonnes perspectives économiques, nous continuons à appliquer une politique de couverture ouverte à l'égard des producteurs et distributeurs du secteur. Cependant, à la suite de l'épidémie de grippe aviaire survenue récemment aux États-Unis, nous sommes plus prudents lorsqu'il s'agit d'étudier des sociétés susceptibles d'être affectées par cette épizootie. Dans le sous-secteur des produits laitiers, nous surveillons de près les entreprises tributaires de l'exportation, car les exportations ont fléchi alors que la demande domestique reste forte.

Estimation des performances sectorielles par pays

Décembre 2015

	Acier	Agriculture	Agroalimentaire	Automobile/ Transport	Biens de conso. durables	Chimie/ Pharmacie	Construction/ Mat.const.
Allemagne							
Autriche							
Belgique							
Danemark							
Espagne							
France							
Grande-Bretagne							
Hongrie							
Irlande							
Italie							
Pays-Bas							
Pologne							
Portugal							
République tchèque							
Russie							
Slovaquie							
Suède							
Suisse							
Turquie							
Brésil							
Canada							
Etats-Unis							
Mexique							
Australie							
Chine							
Emirats Arabes Unis							
Hong Kong		N/A					
Inde							
Indonésie							
Japon							
Nouvelle-Zélande							
Singapour							
Taiwan		N/A					
Thaïlande							

TABLER DES MATIERES

RAPPORT COMPLET

PERFORMANCE DU MARCHÉ EN BREF

PERFORMANCE DU MARCHÉ EN UN COUP D'ŒIL

VUE D'ENSEMBLE

PERFORMANCES SECTORIELLES



Performances sectorielles

Changements depuis octobre 2015

Europe

France

Biens de consommation durables



Amélioration de sombre à correct

Le climat des affaires s'est amélioré dans le secteur de la distribution et le pouvoir d'achat des ménages français a augmenté. Les demandes d'indemnisation ont diminué.

Services



Amélioration de sombre à correct

Le climat des affaires dans le secteur des services s'est amélioré et les demandes d'indemnisation ont diminué.

Italie

Biens de consommation durables



Amélioration de correct à bon

Les perspectives de performances pour le 4e trimestre 2015 sont bonnes grâce à l'amélioration de la confiance des consommateurs et à un modeste rebond de l'économie italienne. En matière de demandes d'indemnisation, la situation reste stable.

Services



Amélioration de correct à bon

Les perspectives de croissance restent stables et les résultats de certains sous-secteurs spécifiques comme le tourisme se sont améliorés. En matière de demandes d'indemnisation, la situation reste stable.

Transports



Amélioration de sombre à correct

Le secteur a montré des signes de rebond en 2015 grâce à la diminution des prix des carburants et des taux d'intérêts sur les contrats de leasing. Le secteur des transports devrait bénéficier de la reprise économique en cours.

Pologne

Agriculture



Amélioration de correct à bon

Les agriculteurs polonais ont surmonté haut la main les difficultés découlant de l'embargo agroalimentaire russe.

Portugal

Chimie/Pharmacie



Détérioration de correct à sombre

En 2015, le comportement de paiement s'est détérioré dans plusieurs sous-secteurs.

Espagne

Construction



Amélioration de mauvais à sombre

Après des années de crise grave, le secteur montre enfin de premiers signes d'amélioration grâce à l'actuelle reprise économique, aux investissements étrangers et au retour de la confiance des entrepreneurs. La construction d'infrastructures devrait connaître une embellie grâce aux investissements de l'État dans les infrastructures routières et ferroviaires.

Suède

Biens de consommation durables



Amélioration de correct à bon

Électronique/TIC



Amélioration de correct à bon

Les cas de faillite ont diminué dans les deux secteurs et les perspectives restent favorables.

Amériques

Mexique

Électronique/TIC



Down from Fair to Poor

La chute des prix des matières premières et la volatilité des taux de change ont un effet défavorable sur les performances des grandes entreprises minières, qui sont contraintes de réduire leurs coûts et d'annuler des projets.

Asie/Océanie

Chine

Métallurgie



Down from Poor to Bleak

Le secteur souffre de la chute brutale des prix des matières premières, de l'actuel ralentissement de l'économie domestique et de surcapacités.

Si vous avez apprécié le Market Monitor, vous pouvez visiter notre site www.atradius.fr, vous y retrouverez toutes nos publications Atradius sur l'économie mondiale, des rapports pays détaillés, des conseils sur le credit management et des études sur les pratiques commerciales.

Suivez Atradius
sur les Medias Sociaux



@atradius



Atradius



atradius

Atradius Credit Insurance N.V.
44 avenue Georges Pompidou
92596 Levallois-Perret

info.fr@atradius.com
www.atradius.fr